

**« Évolution de nos valeurs : quels défis pour aujourd'hui et demain ? »**

**Forum organisé par les Rencontres Suisses - Nouvelle Société Helvétique à Bienne, le 8 avril 2008**

**« De la valeur de l'Histoire »  
Exposé de Joëlle Kunz, Journaliste « Le Temps »**

C'est prendre un risque de demander à quelqu'un comme moi de parler de « la valeur de l'histoire ». Je ne suis pas historienne. Je n'ai pas le métier de l'histoire. C'est-à-dire que je ne travaille pas sur les problématiques historiques comme le font les professionnels pour dégager de nouvelles sources de connaissances sur notre passé qui pourraient servir à la compréhension de notre présent. Je travaille en journaliste, sur du matériau déjà connu. Je bricole.

Tout ce que je peux dire de « la valeur de l'histoire » tient à une expérience, une découverte plutôt : m'étant lancé à moi-même le défi de raconter l'histoire suisse à des étrangers, et devant pour cela l'étudier un peu plus à fond, j'en ai découvert en même temps les délices et les pièges.

J'ai dû beaucoup tâtonner, me tromper, pour savoir ce que peut être une erreur en histoire. Je ne parle pas d'erreur de faits – une fausse date, un faux documents. Mais d'erreur d'interprétation, de compréhension d'une situation. « Erreur » n'est pas d'ailleurs pas le bon mot. Je devrais plutôt dire « faux point de vue ».

Je vais vous donner un exemple un peu anecdotique mais qui nous permettra d'aller plus loin.

J'ai écrit sur l'histoire de la ville de Lausanne en m'appuyant sur des livres assez anciens, des classiques de la littérature historique suisse. La plupart de ces textes concouraient à fabriquer l'image d'un pays de Vaud et d'une ville de Lausanne certes occupés par les Bernois mais finalement heureux de l'être. Les Vaudois n'avaient pas accouru pour défendre le major Davel, n'est-ce pas ?

Ces ouvrages appartenaient à une historiographie helvétique d'où il ressortait que Berne avait quasiment « libéré » Lausanne de son « sombre » moyen-âge savoyard. L'élite bernoise apportait la Réforme et les idées nouvelles à un territoire dominé par des hiérarchies ecclésiastiques et laïques bornées. Tel qu'il reste dans les mémoires et même les écrits, le château de Chillon n'est pas le siège d'un grand Etat savoyard, ambitieux et visionnaire mais le cachot insalubre et cruel où le

tyran garde ses prisonniers. Hugo et Byron l'ont assez dit.

Une historienne lausannoise est arrivée assez tôt pour m'avertir : j'étais en train d'acheter sans m'en douter le point de vue bernois.

Le point de vue lausannois est tout autre : Lausanne sous les Savoie est une grande cité. Les Bernois l'écrasent sans ménagement, culturellement, économiquement. Ils n'en veulent plus. Ils l'effacent.

Cet épisode d'apprentissage m'ouvrait sur deux leçons. La première : je devais apprendre à me représenter ce qu'avait pu être la violence bernoise, la vraie, alors que j'étais porteuse d'une histoire suisse très lisse, très aimable au fond, où tout le monde finit toujours par s'entendre pour produire ce résultat si merveilleux et si enviable qu'est notre Confédération.

La guerre est présente dans cette histoire suisse, bien sûr, mais comme abstraitement. Il y a la guerre mais pas la violence de la domination, la cruauté, l'horreur...Celles-ci nous sont seulement révélées par Solferino, une guerre étrangère, entre étrangers.

Par conséquent, c'est difficile de se représenter aujourd'hui la violence bernoise. Mais si on ne se la représente pas, on condamne une deuxième fois le major Davel.

La deuxième leçon est plus difficile : elle nous conduit à la grande question de la révision constante du récit historique par les générations successives. Tout ce qu'on nous a dit de notre histoire prête toujours à discussion. Il est permis et même recommandé de fouiller dans les placards et d'y remettre les choses dans un autre ordre que celui qu'on a trouvé.

Le temps où Lausanne se laissait raconter sa propre histoire par la puissance bernoise devenue fédérale, ce temps-là est bien passé. Lausanne a récupéré entièrement son avant -1536 et veut vivre son présent fédéral sous les auspices de son propre récit historique.

Il existe mille autres exemples d'histoires locales ou régionales revisitées. L'histoire nationale l'a été, je n'ai pas besoin de vous le rappeler : ce que nous savons, pensons et comprenons maintenant de la Suisse pendant la Seconde guerre mondiale n'est plus tout à fait pareil à ce que nous en savions et pensions il y a trente ou quarante ans. Comme pour d'autres périodes, des éclairages nouveaux sont donnés, non seulement par des travaux d'archives, des études plus fouillées, mais aussi par les questions nouvelles qui sont posées au passé.

Des questions qui proviennent de l'atmosphère politique et idéologique – la gauche n'a pas les mêmes questions à l'histoire que la droite. Mais des questions qui proviennent aussi d'autres disciplines, auxquelles on ne

faisait pas recours auparavant. L'anthropologie, la démographie, l'économie ont complètement changé l'approche de l'histoire.

**On travaille sur l'histoire pour différentes raisons.** La première, par curiosité: pour savoir ce qui s'est passé, et comment. Pourquoi « ce qui s'est passé » a-t-il tant d'importance ? Parce que le récit qu'on fait des événements et qu'on se répète de siècles en siècles, en le modifiant en cours de route, nous rassemble – en nations, en cantons, en communes, et maintenant, de plus en plus, en continents. Il existe une histoire de l'« Occident », à laquelle sont attachés les « Occidentaux ». L'Histoire a acquis la fonction unificatrice qui appartenait auparavant aux religions. Elle confère de l'identité. Ses enjeux sont donc énormes.

**Je voudrais m'arrêter un instant sur la généalogie de cette Histoire devenue enjeu.**

L'histoire, en tant que telle, appartient aux Lumières. Les élites européennes du XVIIIe siècle cherchaient le sens d'un avenir délivré de l'Écriture sainte et ouvert au progrès. Elles l'ont trouvé dans le concept de civilisation, concept ouvert s'il en est : la civilisation, c'est rendre civilisé, poli, ce qui ne l'est pas, c'est un processus sans fin.

Les Écritures, c'était un éternel recommencement. Le progrès de la civilisation, c'est une ligne qui a un début, qu'on peut chercher, et une direction, qu'on peut vouloir. C'est une préoccupation sur le présent.

En même temps, les Lumières, qui recherchaient le sens du contrat social, et du contrat avec le roi, (ou avec l'aristocratie), se sont souciées de l'origine de la nation. A partir de là s'est mise en place une chronologie, un inventaire de ce qu'on savait d'elle et, peu à peu, un récit qui, comme pour la civilisation, partait de quelque part pour arriver au présent.

A la fin du XIXe siècle, les étapes de la formation de la civilisation et de la formation de la nation ont coïncidé dans cette grande marche au progrès intellectuel, matériel et politique illustré par l'État national. L'histoire était née comme discipline qui pouvait être enseignée dans les écoles.

Elle avait un but : la formation du citoyen ; elle avait un objet, l'étude de tout un patrimoine de textes et de sources ; elle avait une méthode : le récit, ordonné selon le déroulement du temps.

Les identités pouvaient dès lors s'appuyer fermement sur cette discipline qui allait s'appeler l'histoire. Et dont les enjeux, vous disais-je, sont énormes.

Songez par exemple au rôle de la Première et de la Seconde guerre mondiale dans la fabrication de l'identité suisse.

Au rôle de la Révolution de 1789 dans l'identité française.

De la révolution de 1917 et de la « Grande guerre patriotique » dans

l'identité russe,  
Etc, etc...

On revisite sans cesse ces grands événements historiques fondateurs, mais on ne le fait pas impunément : vous voyez bien l'extraordinaire polémique à laquelle a donné lieu le travail du professeur Jean-François Bergier et de sa commission sur les comportements de la Suisse pendant la Seconde guerre mondiale.

Je m'arrête un instant sur cette question fascinante : il y a eu, à un moment donné, un ensemble de circonstances qui ont rendu obligatoire la réécriture de l'histoire suisse pendant cette période. Et il y avait assez d'historiens qui étaient prêts à le faire, et qui d'ailleurs avaient déjà commencé, mais chacun dans son coin, et sans reconnaissance sociale. Et l'histoire suisse a ainsi été réajustée, rééquilibrée, rendue à une dimension plus réaliste, plus défendable dans le dialogue international contemporain. C'était une réécriture « nécessaire » politiquement pour vivre le présent.

Comme le disait François Furet, ce grand maître, ***il y a toujours une dimension politique de l'interprétation historique, comme il y a une dimension historique de l'interprétation du présent*** . Et quand nos sociétés vivent comme aujourd'hui un si vaste remue-ménage, il n'est pas étonnant que le présent réinterroge si fondamentalement le passé.

Je vous ferai remarquer que c'est sous une pression extérieure que nous avons dû revoir l'histoire suisse pendant la Seconde guerre mondiale. Beaucoup ont trouvé cela injuste, mais c'est un fait que les histoires nationales ne sont plus exclusivement nationales : elles ont désormais à rendre compte de faits et d'événements qui concernent également d'autres peuples.

Je vous donne d'autres exemples de révisions demandées et pas toujours obtenues : par la Chine à l'égard du Japon des années trente et quarante, la Pologne à l'égard de l'Allemagne, les Aborigènes en Australie, les Indiens en Amériques, sans parler de toute l'affaire de l'esclavage. On assiste probablement à un excès de politisation de l'histoire et à des dérapages, mais là n'est pas mon propos.

### **La valeur de l'histoire ? me demandiez-vous ?**

Elle est toute entière dans notre besoin pressant de nous comprendre nous-mêmes, de recommencer à essayer de nous comprendre dans nos rapports avec les autres, actuels et passés.

Le métier d'historien fournit les méthodes et l'éthique de cette recherche : on ne peut pas réinventer n'importe quoi. Mais en réalité, c'est en citoyens

que nous réfléchissons au passé. Cet « atelier de l'histoire », comme l'appelait Furet, est aussi un atelier politique..

**Que sait-on, aujourd'hui, maintenant que le mur de Berlin est tombé, pour continuer à penser l'histoire , pour refaire l'inventaire?**

Je voudrais ici vous proposer quelques sujets de réflexion.

On sait que l'histoire n'a pas de « sens », ce sens que lui prêtaient les 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècle habités par l'idée de progrès. On a écrit une histoire événementielle dont la fin, connue, celle du présent de l'Etat national, permettait de choisir et de comprendre les événements du passé qui lui avaient donné naissance. Les événements se seraient enchaînés logiquement pour produire ce résultat. Les crises et les guerres qui punctuaient cette marche du progrès étaient interprétés comme des « accidents » dialectiquement nécessaires à la production du stade suivant , donc réparables et réparés. La réconciliation franco-allemande, la construction européenne ont beaucoup fait pour nous assurer du caractère réparable des crises et des guerres et c'est tant mieux mais on voit bien aujourd'hui qu'elles sont le résultat d'actions humaines volontaristes bien plus que d'un « sens de l'histoire ». Que ces volontés et ces actions s'amenuisent et l'on risque à nouveau de se trouver sous l'emprise des passions, qui n'ont pas forcément le « sens » qu'on voudrait. Ce n'est donc pas à l'histoire qu'il faut attribuer un « sens » mais aux valeurs qu'on défend à travers elle : liberté, justice, égalité...

Cela m'amène à une deuxième constatation : Si l'on apprend l'histoire, chaque groupe la sienne, on « n'apprend pas de l'histoire ». On peut rester terrifiés par elle, comme par exemple par ces deux catastrophes du XXe siècle qu'ont été le nazisme et le stalinisme. On peut souhaiter de tout notre cœur qu'elle ne se reproduisent plus et inventer contre elles quelques protections. Mais il n'y a hélas pas d'intelligence collective de ces tragédies qui puisse nous enseigner un art de nous en protéger définitivement.

S'il n'y a ni sens de l'histoire, ni enseignement par l'histoire, alors quoi ? **Il y a la vie « avec l'histoire »**. C'est un programme beaucoup plus laïc. Réexaminer la Révolution française, par exemple, comme l'a fait François Furet, c'est la déstastufier, libérer les Français de ses mythes et de ses slogans. Le veulent-ils ? Ce n'est pas sûr. La question a été ouverte mais elle n'est pas close. Je trouve en tout cas passionnant que le débat ait lieu. Je le vois comme un signe de ce que j'appelle « vivre avec l'histoire » au lieu de vivre sous sa chape.

Un débat similaire a lieu aux Etats-Unis : le caractère écrasant des « pères fondateurs » et de leur constitution est critiqué. Ne faudrait-il pas remettre un peu d'air dans tout cela, « dés-historiser » un peu la vie collective ?

Et en Allemagne ! Ai-je besoin de vous dire combien le projet de « vivre avec l'histoire » est brûlant ?

En Suisse, notre débat historique, encore assez timide à mon avis malgré l'énorme polémique sur la Seconde guerre mondiale, est aux prises avec **une question d'importance** :

comment, au cœur d'une Europe pacifiée où dominent les principes d'ouverture et de collaboration, s'arranger d'un récit national exclusivement centré sur les manifestations d'indépendance, de neutralité et de refus d'alliance ?

Si l'histoire qu'on enseigne aux enfants est la répétition rituelle de cette grande geste d'une nation qui a réussi parce qu'elle a su garder son quant-à-soi, comment s'intégreront-ils dans l'histoire européenne ? Cette histoire-là n'encombre-t-elle pas un peu trop le présent ?

Je fais ici une hypothèse qui mérite discussion : le choix que font de nombreux professeurs d'histoire dans les écoles suisses d'enseigner quantités d'histoires hors de tout manuel ne tient-il pas à leur propre malaise face à l'histoire nationale ? Et ce malaise ne mérite-t-il pas au moins une enquête ? Je dis bien une enquête, pas une conclusion.

En Russie, en Europe orientale, en Chine, comme si le communisme avait enfermé trop longtemps les passions, c'est à une soif d'histoire que l'on assiste, comme si l'histoire pouvait justifier tous les désirs d'aujourd'hui. Regardez cette Serbie qui en réfère à une bataille du XIVe siècle pour revendiquer sa souveraineté absolue sur le Kosovo. Regardez ces nationalistes russes qui rêvent de reprendre Constantinople. Regardez ces Chinois qui remontent à la première dynastie de Kubilaï Khan pour garder le Tibet.

Il n'est pas sûr que cette façon d'instrumentaliser le dieu Histoire tienne la route devant les demandes des sociétés qu'on cherche ainsi à contrôler. Mais pour l'instant, elle existe, assez dangereuse à mon avis.

Elle est en tout cas une bien piètre parade à l'incertitude fondamentale qui est notre lot à tous. Quand il annonçait « la fin de l'histoire », Francis Fukuyama avait en tête la fin la fin de l'opposition entre la démocratie et le communisme, le seul système qui avait été conçu comme une alternative. Mais cette fin-là de l'histoire nous laisse avec les incertitudes de la démocratie, devenue l'horizon indépassable de notre temps. Même les dictateurs, aujourd'hui, se font élire !

Or la démocratie ne met pas fin aux passions. Peut-être même, si on lit bien Tocqueville, les encourage-t-elle. Ainsi, l'histoire continue, et nos questions aussi.